

COMPTE RENDU RENCONTRE DGAP

Corbas, le 5 août 2026

À l'issue de la visite d'une partie de notre établissement, le DGAP a souhaité recevoir les organisations représentatives du personnel de la MALC, à savoir **l'UFAP UNSa Justice** et FO.

Lors de cet échange rapide, **l'UFAP UNSa Justice** a souhaité interpeller notre nouveau Directeur Général de l'Administration Pénitentiaire sur trois problématiques de notre établissement :

- **La surpopulation pénale**
- **Les problématiques RH**
- **La sécurisation de notre établissement**

Concernant la surpopulation pénale, le DGAP a indiqué être sensibilisé à ce problème, mais a précisé que, malheureusement, pour l'instant, seul un dispositif législatif pourrait diminuer le taux de surpopulation carcérale. Bien qu'une telle mesure soit portée par le ministre, aucun dispositif ne viendra pour l'instant nous soulager.

PENDANT QUE LES DÉCISIONS SE FONT ATTENDRE À PARIS, CE SONT LES PERSONNELS DE LYON-CORBAS QUI EN PAIENT CHAQUE JOUR LE PRIX !

l'UFAP UNSa Justice a réaffirmé au DGAP que, pour lutter contre cette surpopulation, qui n'est pas près de diminuer de manière significative et durable, la mise en place du surveillant acteur, notamment par le travail en équipe mobile, est indispensable et permettrait au moins de travailler en sécurité. Malgré nos appels incessants auprès de la DISP et de la direction de l'établissement, nos démarches restent pour l'instant vaines, et ce, malgré la signature de la charte du surveillant acteur avec un ministre. Notre interlocuteur n'a pas répondu sur ce sujet, qui, pour nous, est une priorité. Nous ne manquerons pas de l'évoquer lors du prochain CSA local.

Sur la problématique RH, nous avons insisté lourdement sur le remplacement des postes non pourvus lors des campagnes de mobilité des Personnels de Surveillance ainsi que des Personnels Administratifs.

À la suite de la mobilisation du 27 avril dernier, un abondement de cinq postes de surveillants pour Corbas a été annoncé. Cependant, nous avons fait savoir à la Directrice Interrégionale Adjointe présente que d'autres postes devraient être fléchés sur Corbas pour la sortie prévue au mois d'août.

Concernant les personnels administratifs, et plus particulièrement les agents non titulaires, nous avons demandé le renouvellement de leurs contrats en l'absence de candidature d'un agent titulaire ou d'un agent en cours de reclassement. À la suite de notre intervention de ce jour en audience et la semaine dernière par la région de **l'UFAP UNSa Justice**, le DGAP a indiqué qu'il réétudierait la situation.

La DIA nous a précisé qu'elle ne pourrait se pencher sur la reconduction de ces contrats qu'après avoir reçu les demandes des agents en cours de reclassement, qui lui seront communiquées le 17 août.

Sympa pour les collègues en poste, qui doivent passer de superbes vacances en se demandant si l'administration va les jeter comme « de vieilles chaussettes ». C'est sans doute ainsi que l'administration compte fidéliser ces agents !

Nous avons dénoncé auprès du DGAP le détournement des capacités formatives de la DISP de Lyon au profit de nos jeunes collègues en formation initiale, ce qui met aujourd'hui en difficulté les UH de notre établissement ainsi que l'ELSP de Corbas.

Cet état de fait a d'ailleurs conduit à un nombre important de départs d'agents des UHSA lors de la dernière mobilité, en raison du manque de moyens : une dizaine d'agents habilités là où il devrait y en avoir 29 !

Le DGAP nous a indiqué qu'une antenne de l'ENAP verrait bientôt le jour à Châteauroux pour répondre aux besoins de formation des agents affectés aux ESP. En attendant, il va falloir se débrouiller !

Sur la partie RH, l'**UFAP UNSa Justice** a souhaité rappeler que, malgré leur engagement quotidien en service de jour comme de nuit, les encadrants intermédiaires BCEN et MAJEN se sentent encore une fois floués. Ce sentiment d'abandon est renforcé par la non-attribution d'une ICP majorée, malgré les engagements pris par les DAP successifs depuis 2023. Le DGAP nous a répondu qu'il devait faire des choix budgétaires et que, cette fois encore, il n'y aurait rien !

Après la promesse non tenue d'un passage automatique au grade de major encadrement pour les premiers surveillants, ceux-ci apprécieront sans nul doute la non-prise en compte de leur engagement quotidien !

Nous avons porté à l'attention du DGAP les problèmes de sécurité de notre établissement. En effet, la MALC, malgré les efforts et le professionnalisme des agents, est une véritable passoire. Plus de 1 680 téléphones, près de 6,5 kg de stupéfiants ainsi que 83 armes blanches ont été récupérés lors des seules fouilles de cellules, soit une augmentation de 50 % par rapport à 2025 !

Nous avons demandé que des « volières » puissent être installées contre les façades des bâtiments afin d'empêcher l'introduction de projections dans les cellules. Ce dispositif a déjà largement fait ses preuves, notamment au CP de Ducos en Martinique. Il ne nécessite pas de mises à jour onéreuses et ne risque pas de devenir obsolète, contrairement aux brouilleurs téléphoniques ou aux dispositifs anti-drones.

Le DGAP a semblé sensible à notre proposition et, dans le cadre de la sécurisation des établissements pénitentiaires annoncée par le ministre, il a indiqué qu'il allait l'étudier.

La MALC fait partie des établissements prioritaires. Nous avons également rappelé qu'elle figure parmi les établissements ciblés pour accueillir des détenus de la criminalité organisée et qu'à ce titre, elle doit être traitée en priorité.

Durant toute notre entrevue, le DGAP a semblé à l'écoute des problématiques de notre établissement. Espérons que la DISP de Lyon, présente lors de cette visite, aura entendu les revendications légitimes des personnels de la MALC portées par le bureau local de l'UFAP UNSa Justice**.**

L'ÉCOUTE NE SUFFIRA PAS : LES PERSONNELS NE JUGERONT PAS LE DGAP SUR SES PAROLES, MAIS SUR SES ACTES !

Pour le bureau local UFAP UNSa Justice :

Ludovic NAVARRO
Emmanuel CHAMBAUD

UFAP UNSa JUSTICE MA LYON CORBAS
Courriel : ufap.corbas.ma@gmail.com – tel : 04-72-48-36-28